

Pourquoi le changement climatique n'est pas une question environnementale.

Ce texte s'inspire librement et traduit certaines parties d'un pamphlet plus long et approfondi, réalisé par des individu-e-s proches du réseau Climate Justice Action. CJA organise une mobilisation radicale et des actions directes de masse lors du COP 15, sommet de l'ONU sur le changement climatique à Copenhague en Décembre 2009. Le pamphlet en anglais dans sa totalité est disponible sur : <http://notenvironmental.blogspot.com/>

Le COP 15 réunira prochainement « dirigeants » mondiaux, multinationales et grosses ONG pour dessiner l'après-Kyoto et tenter d'empêcher une crise climatique catastrophique. L'objectif de ce texte n'est pas de monter à bord du train fonçant des élites en dépeignant une apocalypse imminente, encourageant les politiques basées sur la peur. Il est, en reliant les différents points que sont les différentes luttes, de faire apparaître l'image dans sa globalité. De montrer les enjeux réels des négociations sur le changement climatique, et de dénoncer ce dernier, non comme une question purement « environnementale », mais comme le symptôme qu'il est de la faillite d'un système qui nous détruit et ravage notre planète. Les « solutions » de ce système, dont on sait déjà qu'elles seront les seules abordées à Copenhague, sont basées sur le marché, afin de satisfaire les puissants lobbies des multinationales. Marché du carbone, agrocarburants, énergie nucléaire, mécanismes de « compensation »... Ces fausses solutions n'envisagent pas un instant de réduire les émissions de gaz à effet de serre directement à la source, dans nos pays industrialisés, et sont par conséquent très loin de permettre les réductions d'émissions réellement nécessaires. Elles se révèlent par ailleurs parfois extrêmement dangereuses dans leurs applications, en accroissant dramatiquement les inégalités Nord/Sud, les problèmes environnementaux et l'injustice sociale au sein des pays en voie de développement. Ces pays, ces paysan-ne-s, ont pourtant des solutions. La justice climatique, ces alternatives et solutions réelles qui viennent de la base, sont les enjeux de la lutte globale à laquelle appellent des réseaux comme CJA et CJN (« Climate Justice Network », Réseau pour la Justice Climatique, qui regroupe de nombreux groupes des pays du Sud).

Le capitalisme, ou à qui profite le crime climatique ?

La prise de conscience environnementale généralisée actuelle est utile à ceux qui développent activement la notion de « capitalisme vert ». Il permet de recréer l'adhésion citoyenne à des structures dépassées et décrédibilisées par la crise systémique qui les secoue. Les multinationales repeignent leurs enseignes en vert, leurs campagnes publicitaires rivalisent de « greenwashing »*, et elles poursuivent les mêmes pratiques destructrices.

Avec l'effondrement des marchés financiers, la foi dans le futur du capitalisme a été

* Jeu de mots anglais difficile à traduire, relatif au fait de rendre les choses opaques en y appliquant une couche de vernis vert « écolo ».

sérieusement ébranlée. Malgré cela, le même principe qui a conduit à la crise, celui de marché immatériel de produits dérivés**, est à l'origine de la création du marché du carbone, qui invente un prix au CO₂ contenu dans l'air. C'est cela, la proposition principale de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (ou en anglais, United Nations Framework Convention on Climate Change, UNFCCC) : un marché du carbone mondialisé, au sein duquel les entreprises vendent et achètent des crédits symbolisant leur droit à polluer. Ce type de marché immatériel, dont le prix du « bien » est inventé, conduit inmanquablement à une spéculation et des pratiques frauduleuses gigantesques, puis à une bulle géante, et à son éclatement. Or cette fois, ce ne sont pas les profits des banques et des multinationales ou nos emplois qui sont en jeu, mais un changement climatique irréversible de grande ampleur qui pourrait laisser nos enfants hériter d'un terrain vague.

Le nouveau « CO₂ LONIALISME »

Les multinationales qui en ont les moyens peuvent obtenir des crédits-carbone ; et des mécanismes à la complexité bien pratique peuvent leur en faire obtenir encore davantage, comme le « mécanisme de développement propre », MDP (en anglais Clean Development Mechanism ou CDM). Au sein de ces « mécanismes flexibles », les entreprises reçoivent des crédits en investissant dans les pays du Sud ou en Europe de l'Est, dans des projets qui émettent moins de dioxyde de carbone qu'un autre projet potentiel qui aurait pu être construit à la place. Ce système est infesté de fraudes, parce que l'« autre projet potentiel » est décrit par l'entreprise elle-même, qui décide ensuite de la quantité de CO₂ « évitée ». Ces mécanismes flexibles ne réduisent pas les niveaux d'émissions actuels. Ils sont devenus un prétexte pour augmenter l'expansion industrielle au Sud, en investissant dans des projets de l'industrie chimique ou dans des centrales à charbon.

De plus, selon de nombreuses études, ces projets (qui comptent aussi des monocultures pour la production d'agrocarburants, des constructions de méga-barrages, de fermes éoliennes gigantesques, etc) provoquent de graves problèmes environnementaux, sociaux et économiques là où ils sont implantés. Ces mécanismes légitiment et accélèrent l'expropriation des terres et l'appropriation des ressources naturelles dans ces pays.

L'accord REDD (« Reducing Emissions from Deforestation in Developing countries », réduire les émissions liées à la déforestation dans les pays en voie de développement), actuellement en cours de négociations, intensifie ce processus. Les terres forestières sont privatisées et délivrées aux multinationales, abolissant le pouvoir de décision des populations indigènes ou des communautés locales, ou les bannissant simplement de leurs terres, afin que l'entreprise puisse « préserver » la forêt et profiter des crédits-carbone gagnés. Ironie du sort, « sauver l'environnement » est en passe de devenir la dernière excuse à la mode des autorités oppressives, alliées du nouveau colonialisme vert.

Changer le système, pas le climat !

Au lieu de reconnaître le changement climatique comme l'avertissement ultime nous

** Produit financier dont la valeur dépend de celle d'une marchandise ou d'un autre actif financier.

indiquant que nos systèmes actuels d'organisation, d'utilisation de l'énergie, de production et de consommation ne fonctionnent simplement pas à long terme, les gouvernements et les multinationales prennent en otage l'environnement pour nous embarquer dans une nouvelle vague d'accumulation réservée à une élite. Devant un danger de l'ampleur du changement climatique, la création de nouveaux marchés est la seule solution qu'ont produit près de deux décennies de négociations, sous la coupe des lobbies industriels. Le système capitaliste a peut-être fonctionné suffisamment pour fournir un certain niveau de confort matériel à une minorité d'habitant-e-s de la planète, mais il repose malheureusement sur la croyance fantaisiste que les ressources naturelles, y compris atmosphériques, sont inépuisables. Cette croyance s'effondre. Et comme pour tout ce qui perdure après la disparition des conditions matérielles qui l'ont vu évoluer, le règne de ce système tire à sa fin. Ce qui peut et doit le remplacer, ce sont des alternatives qui existent déjà, communes à maintes expériences locales ; et toutes celles qui restent à créer, pour des modes de vie différents, adaptés au temps présent et à la réalité de la planète.

La production alimentaire et le changement climatique

Agriculture industrielle, fermes-usines et effondrement des écosystèmes

Nous savons que nos méthodes modernes de production alimentaire – agriculture industrielle et production intensive de viande – sont largement dépendantes des carburants fossiles et génèrent des quantités énormes de gaz à effet de serre (GES). Nous savons aussi que notre capacité à produire de la nourriture sera sévèrement réduite par les conséquences du changement climatique. A travers le monde, de petit-e-s fermier-ère-s et des réseaux comme Via Campesina luttent pour la souveraineté alimentaire et la production agricole soutenable à petite échelle. En Amérique du Sud, de nombreux-ses paysan-ne-s n'ont pas accès à la terre en raison de l'accaparement de celle-ci par des multinationales comme Monsanto, qui l'utilisent pour des monocultures de céréales et de soja destinées à nourrir le bétail. Ces compagnies agro-industrielles et agro-chimiques sont invitées aux négociations intergouvernementales et poussent pour une intensification de l'agriculture industrielle, présentée comme leur « solution ».

Ce type d'agriculture injecte dans les sols de vastes quantités d'engrais et de pesticides pétrochimiques toxiques, transporte la nourriture à travers les continents sur des distances absurdes en la réfrigérant.

L'agriculture fermière traditionnelle repose sur la plantation de cultures variées, attirant un large éventail d'insectes dont certains sont les prédateurs naturels de ceux qui endommagent les récoltes. Les monocultures nécessitent au contraire une utilisation accrue de pesticides ; ceux-ci s'écoulent dans les nappes phréatiques et représentent une source majeure de pollution dans toutes les zones agricoles du monde. Ils appauvrissent les sols et provoquent une érosion en tuant des millions de micro-organismes qui maintiennent la fertilité et la structure de la terre. Cet appauvrissement et cette érosion nécessitent par la suite des engrais pétrochimiques en augmentation constante pour maintenir le niveau de production. En dépit de la quantité de bétail produit, les exploitant-e-s de fermes industrielles utilisent des engrais artificiels au lieu du fumier animal. Cela

entraîne des émissions d'oxyde d'azote, un gaz à effet de serre environ 275 fois plus puissant que le CO₂.

L'agriculture et la déforestation

L'agriculture industrielle et l'élevage animal intensif requièrent une déforestation importante, qui provoque des émissions de CO₂ massives alors que le carbone absorbé par les arbres est libéré en brûlant. L'assèchement des marais aux mêmes fins relâche de vastes quantités de méthane, un gaz à effet de serre qui a environ 62 fois l'effet du dioxyde de carbone. Alors que les sols sont appauvris, la pression augmente sur les forêts. La déforestation entraîne une diminution de l'eau qui s'évapore dans une zone, réduisant les précipitations. Des récoltes plus maigres en résultent, ce qui pousse les producteurs-trice-s de soja et de bétail à utiliser ce qui reste de forêt tropicale humide plus rapidement, perpétuant le cercle vicieux.

Expropriations

Le système industriel, depuis quelques siècles et à travers le monde, a « enclos » les espaces fermiers, forçant les paysan-ne-s pratiquant l'agriculture de subsistance et les petit-e-s fermier-ère-s hors de leurs terres afin qu'elles soient utilisées par les multinationales pour faire pousser des denrées rentables pour l'export comme le cacao, la canne à sucre ou le soja. Des millions de personnes perdent leur terre, leur indépendance et leur capacité à faire pousser leur propre nourriture : elles ne peuvent plus accéder à la nourriture que par le biais du marché.

Augmenter le rendement agricole, utiliser la pétrochimie et les nouvelles technologies génétiques a un effet minime sur les taux de la faim dans le monde car cela ne prend pas en compte les questions de l'accès à la terre et du pouvoir d'achat, et cela masque les vraies solutions comme la redistribution des terres et l'accès abordable à l'agriculture.

Production de viande : 51% des émissions globales

Le pourcentage utilisé jusqu'à aujourd'hui, basé sur un rapport des Nations Unies de 2006, indiquait que la production de viande générait 18% des émissions globales de gaz à effet de serre, ce qui représente déjà davantage que tous les transports réunis. Récemment, dans un document publié par le Worldwatch Institute, un « think-tank » américain, deux conseillers environnementaux de la Banque mondiale déclarent que le pourcentage est en fait de 51%. Le rapport précédent mésestimait la contribution aux émissions dans trois domaines : la production de méthane durant la digestion, l'utilisation des terres et la respiration des bêtes.

En plus de toutes les horreurs bien documentées sur le monde de l'industrie de la viande, sa production intensive, ainsi que celle de produits laitiers, est donc responsable à elle seule de davantage d'émissions de GES que n'importe quelle autre activité.

Dans de nombreux pays du monde, la consommation de viande est considérée comme un luxe. L'augmentation de la prospérité dans les pays du Sud mène à l'adoption de modes de consommation de viande calqués sur ceux des pays occidentaux, accroissant la pression sur la terre pour produire la nourriture du bétail, ce qui signifie que de moins en moins de terre est disponible pour la production de nourriture humaine elle-même. Le

ratio est approximativement le suivant : pour produire un kilo de boeuf, on utilise huit kilos de céréales. En théorie, on peut donc nourrir huit fois plus de personnes avec une alimentation de base végétarienne. De même pour l'eau : la production de viande en utilise en quantités bien supérieures à la production de cultures végétales.

L'agriculture industrielle : une nouvelle source de crédits-carbone

Depuis peu, l'intensification de l'agriculture industrielle est présentée dans les négociations intergouvernementales comme une « solution » au changement climatique, problème qu'elle contribue à faire empirer. Des propositions sont faites pour inclure l'agriculture dans les sources de crédits-carbone, à travers des mécanismes de compensation comme le mécanisme de développement propre (MDP). Par exemple, les agrocarburants et les cultures d'OGM sont utilisés en les faisant passer pour des « solutions » au changement climatique.

Les dangers des agrocarburants

Les agrocarburants sont promus comme une alternative « écologique » aux carburants fossiles. Ils sont fabriqués à partir de plantes qui produisent du sucre ou de l'huile, comme la canne à sucre, le colza, l'huile de palme, le soja, ou le jatropha, et peuvent servir pour les voitures, les avions, et pour générer de l'électricité dans les centrales.

De vastes étendues de terres sont nécessaires afin de produire suffisamment d'agrocarburants pour remplacer une petite quantité de carburants fossiles. Ils sont devenus la raison principale de la déforestation des forêts tropicales humides. Ils génèrent davantage d'émissions de GES que les carburants fossiles car ils détruisent des écosystèmes entiers. Or, c'est la biodiversité qui garantit un climat stable. Les agrocarburants sont produits par l'agriculture industrielle à grande échelle ; celle-ci est l'une des plus importantes causes du changement climatique. L'étendre pour créer du carburant est une idée dangereuse.

Un porte-parole de l'ONU a déclaré que 60 millions de personnes pourraient devenir des « réfugié-e-s des agrocarburants » - forcé-e-s à quitter leurs terres pour faire place à des régions entièrement couvertes de monocultures d'agrocarburants. En Argentine, 200 000 familles ont d'ors et déjà été forcées à quitter leurs terres pour la culture du soja – bien davantage le seront avec le nouveau boom du soja cultivé pour la production de carburant.

« Nous devons remplir nos réservoirs, alors vous allez devoir mourir de faim. »

Cette équation basique n'est pas loin de la réalité. L'expansion rapide des agrocarburants était l'une des causes principales de la crise alimentaire de 2007-2008, lorsque les prix de différents produits alimentaires ont augmenté de plus de 100%, générant des émeutes à travers le monde alors que les populations ne pouvaient plus acheter de riz ou de maïs. Utiliser des récoltes de produits alimentaires pour faire du carburant pour les voitures et utiliser les terres à ces fins, provoque une augmentation des prix de la nourriture et des terres, ce qui signifie que de plus en plus de personnes n'ont plus les moyens de se nourrir.

Les OGM entrent dans la danse

Les organismes génétiquement modifiés sont déjà présentés par les multinationales comme la solution à l'insécurité alimentaire qui va résulter des effets du changement climatique. On nous dit que les récoltes OGM vont améliorer la productivité et que la technologie va créer des plantes résistantes à la sécheresse et autres problèmes agricoles liés au changement climatique.

Ce qu'on ne dit pas, c'est que la contamination des OGM dans le système alimentaire provoque une perte de la biodiversité et affaiblit les écosystèmes agricoles en les rendant vulnérables aux épidémies, en créant une résistance aux pesticides chez les insectes ; et que la perte de la variété des cultures réduit le potentiel d'un écosystème à s'adapter au changement climatique. L'expansion des cultures OGM justifie davantage de déforestation, contribuant au problème. La plupart des OGM produits aujourd'hui servent à nourrir l'industrie hautement émettrice de la production animale (empoisonnant d'ailleurs à couvert la chaîne alimentaire). Et, ce qui est bien pratique pour les entreprises de produits chimiques (comme Monsanto, qui possède déjà 95% de toutes les cultures OGM au monde, en même temps qu'ils produisent les pesticides et engrais nécessaires à ces cultures), les OGM nécessitent une utilisation d'engrais et de pesticides chimiques accrue, créant de graves problèmes de santé parmi les populations locales.

Les cultures OGM conviennent bien au désir des multinationales de breveter les semences pour qu'elles soient commercialisables de façon exclusive et hautement rentables. Dans les communautés rurales en premier lieu, qui sont les plus répandues au monde et les plus directement affectées par le changement climatique, la modification génétique de l'agriculture va les empêcher d'accéder aux semences (les semences OGM étant quatre fois plus chères que les semences traditionnelles et celles-ci étant rendues de plus en plus difficiles d'accès dans de nombreuses zones). Ce qui va entraîner davantage de pauvreté, de faim, et la destruction de ces communautés, créant davantage de réfugiés environnementaux.

Ultimement, les cultures OGM sont une étape de plus en direction du modèle d'une agriculture exclusivement industrielle, en monocultures intensives pour l'export mondialisé, basées sur l'utilisation intensive d'énergie et de carburants, et affaiblissent considérablement notre capacité à faire face à un effondrement majeur – en pratique, politiquement et physiquement.

Une autre agriculture est possible... et nécessaire !

Cette situation n'est pas inéluctable. Le réseau international des organisations paysannes, Via Campesina, démontre et souligne que l'agriculture soutenable à petite échelle réduit de fait les émissions de carbone et le changement climatique, et minimise l'impact environnemental de l'agriculture sur les plantes et les animaux, de même que sur l'air, l'eau et la terre. Les pratiques d'agriculture biologique et diversifiée augmentent les populations d'oiseaux et de mammifères sur les terres agricoles et assurent la diversité biologique nécessaire aux écosystèmes et à la stabilité des phénomènes climatiques. En terme de préservation et d'augmentation de la productivité des sols et de la biodiversité, l'agriculture soutenable à petite échelle est bien plus efficace que les pratiques

industrielles. Elles garantissent de plus la souveraineté alimentaire au niveau local.

La possession centralisée du système de production alimentaire par quelques grosses multinationales détruit les communautés agricoles partout dans le monde, menant à la pauvreté de masse et à la faim. Les responsables de ces multinationales sont assis-es à la table des négociations, et utilisent le changement climatique comme un prétexte pour augmenter leur mainmise et étendre ce système insoutenable et hautement polluant. Le problème ne peut pas être résolu en régulant l'utilisation de tel ou tel composant chimique, ou en bannissant les produits finis qui comportent des OGM dans certains pays. Le problème est systémique, et il requiert une solution qui démonte et remplace le système dans son intégralité.

Le dernier mot (pour l'instant)

Le désastre social qu'est le changement climatique apparaît clairement. On ne peut plus le considérer comme un problème « environnemental » uniquement, ou un sujet dont les scientifiques doivent débattre entre eux-elles. La vraie question maintenant est de savoir jusqu'à quel point le capitalisme va tourner le changement climatique à son avantage, ou bien si ce problème est celui qui va générer la rupture complète du système dont le monde a tant besoin.

Nous avons vu l'Empereur sans ses habits – bien des fois déjà – mais par peur du changement climatique nous sommes prêt-e-s à lui laisser encore une fois le bénéfice du doute. Car si ce n'est pas lui qui s'en occupe, qui peut nous sauver ? Quand les gouvernements assis à la table des négociations sont si loin des peuples qu'ils sont censés représenter, quand les multinationales ont obtenu leur puissance et leur place à cette même table par les pratiques qui sont responsables du changement climatique, vont-ils faire amende honorable et changer de voie, au bénéfice de l'humanité et des écosystèmes desquels nous dépendons ? Ou bien vont-ils continuer à étendre le système de la propriété privée, de l'exploitation et de la technocratie, avec l'aide des frontières et des guerres nécessaires à leur maintien ? Certes, nous devons continuer à poser des questions et à exposer l'empereur dans sa nudité, mais le temps est venu de le pousser loin du trône pour de bon et de brûler cet objet répugnant – et ça fait combien, déjà, en crédits-carbone ?

La volonté d'en finir avec le règne du capitalisme qui a créé ce désastre nous mettra en conflit avec les intérêts des puissants, et leurs valets. La création et la défense des vraies solutions venant de la base ne se feront pas sans lutter. Comme le changement climatique, notre lutte ne doit pas connaître de frontières.